



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER

Caen, le 24 août 2011

Service urbanisme, déplacements, risques

Bordereau d'envoi


Affaire suivie par : Fabien VAUCLAIR
Email : fabien.vauclair@calvados.gouv.fr
Tél. : 02.31.43.16.21
Fax : 02.31.43.16.00

ACCUEIL
SUDR / ADS
SUDR / UR

Objet : Commune de Vieux-Bourg
Réf : Approbation de la modification n°2 du PLU

| Désignation de pièces | Nombre | Observations |
|--|--------|--|
| Approbation de la modification n°2 du PLU | 1 | Caractère exécutoire : 28 juillet 2011 |

Le Responsable du Bureau des Taxes



Fabien VAUCLAIR

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE
LA COMMUNE DE VIEUX BOURG
SEANCE DU 22 AVRIL 2011
Compte rendu**

Nombre de Membres en exercice: 9
Présents : 6
Votants : 6
Date Convocation : 15/04/2011
Date Affichage : 15/04/2011

L'an deux mil onze, le vingt deux avril à dix neuf heures le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur Gérard POULAIN, Maire.

Etaient présents : Messieurs, POULAIN Gérard, LAMON Philippe, ESQUERRE Franck, LHOMMET Dominique, HAMELAIN Martial et Madame PONTHEU Thérèse,

Absents excusés: Madame MEZERAIS Marie-Laure,

Était absent: Monsieur CABIN Jean, Monsieur PLANCHON Fabrice

Monsieur LAMON Philippe a été élu secrétaire de séance.

Approbation de la modification n° 2 du Plan Local d'urbanisme:

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil Municipal l'objet de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme, cette modification est entreprise :

- Pour ajouter un emplacement réservé qui permettra l'élargissement de l'entrée du Chemin du Rond Buisson.
- Pour modifier l'emplacement réservé N° 2
- et pour procéder à une mise à jour du dossier et sa mise en compatibilité avec le SCOT du Nord Pays d'Auge approuvé depuis le 15 décembre 2007.
- mise à jour du règlement et du règlement graphique.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le règlement est établi conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, et en particulier de ses articles L. 123.1 à L. 123.20 et R.123.1 à R. 123.25. L'enquête publique a eu lieu en mairie du 3 décembre 2010 au 4 janvier 2011 pour la modification n° 2 du PLU, que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la modification du PLU.

Après avoir entendu Monsieur le Maire,

- Vu la délibération en date du 02 octobre 2010 approuvant l'enquête publique.
- Vu l'arrêté municipal N° 10-1011/1 en date du 10 novembre 2010 mettant le projet de modification du P.L.U. à l'enquête publique.

04 MAI 2011

Après avoir entendu les avis des personnes publiques associées :
Avis express ;

- Vu l'avis favorable du Commissaire Enquêteur
- Vu l'avis favorable du Conseil Général
- Vu l'avis favorable du SCOT Nord Pays d'Auge

Et les avis tacites des autres personnes publiques associées.

Entendu les conclusions du Commissaire Enquêteur.

Considérant que les résultats de la consultation et de ladite enquête publique nécessite quelques modifications mineures du projet de modification du document:

- Mise à jour du rapport de dossier
- Mise à jour du règlement en conformité avec l'avis du Conseil Général et du

SCOT.

Considérant que le projet de modification du P.L.U., ainsi modifié tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé Conformément à l'article L.123.10 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver à l'unanimité le projet de modification N° 2 du PLU tel qu'il est annexé à la présente.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal.

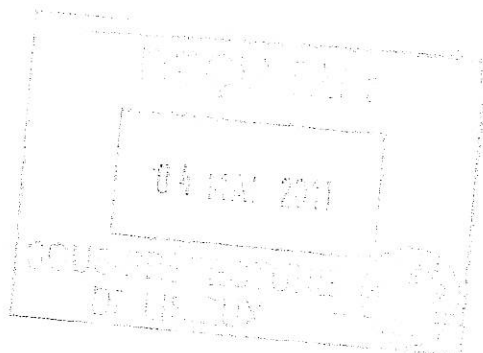
- Le P.L.U. approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la préfecture.
- La présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Gérard POULAIN



à l'attention de SAU/PR

SERVICE INSTRUCTEUR/ADS

/Subdivision LISIEUX

ACCUEIL
SCH/UOL

direction
départementale
de l'Équipement
Calvados



service
aménagement et
urbanisme

bordereau d'envoi

Caen, le

06 JUN 2006

objet : Plan d'Occupation des Sols de VIEUX BOURG

affaire suivie par : Monique LEGROS - SAU/PR

tél. 02.31.43.15.12, fax 02.31.43.16.00

mél. Monique.Legros@equipement.gouv.fr

| désignation des pièces | nombre | observations |
|------------------------|--------|---|
| INSTITUTION DPU | 1 | Caractère exécutoire : 18 AVRIL 2006 |

La Responsable du Bureau
de la Planification Réglementaire


M. LEGROS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VIEUX BOURG DE LA SEANCE DU 31
MARS 2006**

Nombre de Membres : 9
En Exercice : 7
Votants : 7
Date Convocation : 18 mars 2006
Date Affichage : 18 mars 2006

L'an deux mil six, le vendredi trente et un mars à dix neuf heures trente minutes, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur Gérard POULAIN, Maire.

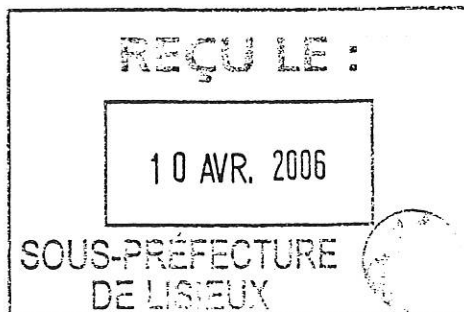
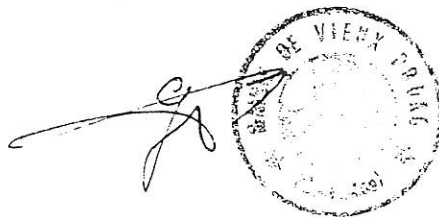
Etaient présents Mesdames et Messieurs : POULAIN, DENIS, OTHON, LHOMMET, HAMELAIN, LEGRAIN,

Monsieur Dominique LHOMMET a été élu secrétaire de séance.

Madame Thérèse PONTHEU donne pouvoir à Monsieur Gérard POULAIN pour la représenter.

Droit de Prémption

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le Droit de Prémption Urbain (D.P.U.), voté le 24 juillet 1999 sur les bases du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S), n'est plus en adéquation avec le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé le 19 novembre 2005. Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de se doter du Droit de Prémption Urbain le conseil municipal, suite à l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité d'instituer un droit de prémption urbain sur l'ensemble des zone urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) de la commune.



DROIT DE PREEMPTION URBAIN

- Vu la loi n° 85.729, en date du 18 juillet 1985, relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et notamment son article 6, créant un droit de préemption urbain,
- Vu les articles L. 211.1 à L. 211.5 et R 211.1 à R. 211.8 du code de l'urbanisme.
- Vu la délibération approuvant le P.L.U. en date du 19 novembre 2005,

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt de la commune de se doter du droit de préemption urbain,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

DECIDE d'instituer un droit de préemption urbain sur:

- a) l'ensemble des zones Urbaines (U) et des zones à Urbaniser (AU),

afin de poursuivre les objectifs suivants :

- mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat,
- développement des loisirs et tourisme,
- réalisation d'équipements collectifs,
- sauvegarde et mise en valeur du patrimoine bâti ou non (à l'exception des espaces naturels),
- constitution de réserves foncières pour la réalisation des opérations précédentes.

La présente délibération prendra effet lorsque les mesures de publicité auront été effectuées :

- affichage en mairie,
- mention dans deux journaux locaux.

De plus, cette délibération accompagnée des plans correspondants sera adressée à titre d'information :

- au Préfet du Calvados,
- au Directeur Départemental de l'Equipement,
- au Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- au Conseil Supérieur du Notariat,
- au barreau constitué auprès du Tribunal de Grande Instance,
- au greffe du Tribunal de grande Instance.



à l'attention de SAU/PR

SERVICE INSTRUCTEUR/ADS

/Subdivision LIEUX

ACCUEIL
SCH/UOL

bordereau d'envoi

Caen, le 22/01/06

objet : Plan d'Occupation des Sols de *local d'habitation VIEUX BOURG*

affaire suivie par : Monique LEGROS – SAU/PR
tél. 02.31.43.15.12, fax 02.31.43.16.00
mél. Monique.Legros@equipement.gouv.fr

| désignation des pièces | nombre | observations |
|---------------------------------------|--------|--|
| APPROBATION de la <i>REVISION.</i> | 1 | Caractère exécutoire : le <i>5/01/06.</i> |

La Responsable du Bureau
de la Planification Réglementaire


M. LEGROS

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VIEUX BOURG DE LA SEANCE DU 19
NOVEMBRE 2005**

Nombre de Membres : 9
En Exercice : 8
Votants : 8
Date Convocation : 05/11/2005
Date Affichage : 05/11/2005

L'an deux mil cinq, le dix neuf novembre à dix heures trente minutes, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur Gérard POULAIN, Maire.

Etaient présents Mesdames et Messieurs : POULAIN, SAUVAGE, OTHON, DENIS, HAMELAIN, LEGRAIN, LHOMMET, PONTHEU.

Monsieur Dominique LHOMMET a été élu secrétaire de séance.

Approbation de la révision n° 1 Elaboration du P.L.U.

Monsieur le Maire rappelle les objectifs de la Commune dans le cadre de la Révision de P.O.S. n° 1 et Elaboration du Plan Local d'Urbanisme :

VIEUX BOURG est une très petite commune rurale, située dans un espace de grande qualité paysagère, qui de part sa situation et son excellente desserte connaît une forte demande pour des résidences principales ou secondaires.

La municipalité a souhaité élaborer un projet d'aménagement adapté au cadre paysager traditionnel au Pays d'Auge, qui réponde à cette demande, tout en permettant un développement harmonieux du village.

Monsieur le Maire rappelle que la consultation des personnes publiques associées et que l'enquête publique se sont tenues.

Après avoir entendu Monsieur le Maire,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123.10, L. 123.12, R. 123.24 et R.123.25,
- Vu la délibération en date du 16/12/2000 prescrivant la révision de Plan d'Occupation des Sols dans les formes d'un Plan Local d'Urbanisme,
- Vu la délibération en date du 29/06/2002 concernant le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.),
- Vu la délibération en date du 18/12/2004 arrêtant le projet de révision de P.L.U. et établissant le bilan de la concertation,
- Vu l'arrêté municipal n° 05-3007/1 en date du 30 juillet 2005 mettant le projet de révision de P.L.U. à enquête publique,

Entendu les avis des personnes publiques associées et consultées :

Avis express :

- Direction Départementale de l'Equipeement Calvados
- Chambre d'Agriculture Calvados

- Conseil Général Calvados
- Syndicat Mixte pour le SCOT du Nord Pays d'Auge

Et les avis tacites des autres personnes publiques associées.

Entendu les conclusions du Commissaire Enquêteur .

Considérant que les résultats de la consultation et de ladite enquête publique nécessitent quelques modifications mineures du projet de révision du document :

- Mise à jour du rapport de dossier.
- Annexe : du rapport Fond Ouest.
- Mise à jour du Règlement en conformité avec l'enquête publique.

Considérant que le projet de révision de P.L.U., ainsi modifié tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123.10 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver à l'unanimité le projet de la révision n°1 et élaboration de P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente.

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal.

(commune de 3500 habitants et plus : la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal et d'une publication au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R.2121.10 du code général des collectivités territoriales).

- Le P.L.U. approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture.
- La présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité.

(commune non couverte par un SCOT : la présente délibération sera exécutoire :

- Dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au P.L.U., ou dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications.
- Après l'accomplissement des mesures de publicité).

